

éditorial

En un combat douteux

Georges Gontcharoff

En 1965, en dehors de la volonté de redonner vie à la démocratie locale, le P.S.U. n'avait guère approfondi la liaison entre l'échéance électorale municipale et sa stratégie générale. Nous nous plaçons alors dans une perspective de « gauche nouvelle » qui, tout en contestant la gauche traditionnelle, s'insérait dans une alliance possible avec elle, sur des termes unitaires assez classiques. La Direction nationale d'alors laissa le champ libre aux directions fédérales, à l'intérieur de cette enveloppe assez vague.

Depuis 1965, nos partenaires de la gauche n'ont pas changé. En dépit de toutes les contradictions rencontrées, en particulier au moment des dernières élections présidentielles, le Parti communiste demeure sur la ligne de la « démocratie avancée » grâce à « une large union des forces ouvrières et démocratiques ». Ce choix le conduit de plus en plus à embarquer des alliés douteux, non seulement les sociaux-démocrates ou les radicaux les plus compromis qui retrouvent ainsi leur virginité, mais encore des « démocrates » sincères ou non, des « représentants des couches catholiques », étiquettes commodes dans de nombreuses villes pour masquer des centristes non repentis. Le Parti socialiste, dans le domaine électoral, pas plus que dans les autres, n'a rien de nouveau : il continue d'étaler sans complexe ses alliances contradictoires. En dehors de son aile gauche, la Convention se vend au plus offrant, entraînée par ses carriéristes. Non, le paysage n'a hélas pas changé. C'est nous, au P.S.U. qui ne sommes plus les mêmes qu'en 1965.

Nos exigences se sont essentiellement approfondies sur deux points. La première exigence est celle de la rigueur. Appuyés sur les acquis de notre V^e et surtout de notre VI^e Congrès, avec nos 17 thèses, ayant intégré les leçons du mouvement de mai, ayant modifié notre composition sociologique et éliminé la plus grande partie de nos sociaux-démocrates, nous avons considérablement avancé dans la réflexion relative à la place des élections dans la stratégie d'un mouvement révolutionnaire,

c'est-à-dire, en l'occurrence, à la place des municipalités dans notre combat général. Nous avons de mieux en mieux souligné les limites étroites du pouvoir municipal et la nécessité de lutter contre le capitalisme faisant irruption dans le cadre de vie et contre l'État capitaliste, tuteur centralisé, qui en est l'expression. Nous avons développé une conception offensive de la vie municipale, acceptant de gérer le mieux possible pour le service des travailleurs, mais allant au-delà de la gestion, n'ayant pas peur de mettre en œuvre une stratégie de rupture, pouvant aller jusqu'à des conflits ouverts avec la légalité capitaliste et étatique. Nous avons affirmé vouloir freiner sinon empêcher l'intégration des municipalités au système économique et politique en les faisant sortir du cadre gestionnaire étroit qui leur est volontairement imparti par la société bourgeoise. C'est tout cela que le Parti communiste a essentiellement rejeté dans notre négociation nationale, après avoir semblé céder, au début du mois de décembre, puis être revenu sur ses concessions, en désavouant sa délégation. On ne peut certes pas réaliser la « large alliance des forces ouvrières et démocratiques » sur un programme très offensif, mais sur une plate-forme non pas révolutionnaire, ni même socialiste, mais seulement démocratique, mais seulement républicaine.

La deuxième exigence est celle de la cohérence. Nous avons voulu que la ligne définie nationalement de manière démocratique soit suivie par tous, et le contrôle de la Direction nationale sur les sections et sur les fédérations s'est effectué de manière efficace.

Car partout nous présentons le même visage en dépit de la diversité des alliés. Ce sont sur les mêmes bases politiques relatives au rôle des municipalités et à la limite des alliances que nos sections ont négocié partout. Dans toutes les communes nous avons présenté des textes voisins et si nous avons recueilli des réponses contradictoires, c'est parce que nos partenaires n'ont pas présenté la même cohérence. En effet, si dans certaines villes, nous sommes

alliés avec le P.C. et non avec le P.S., c'est que l'un a fini par comprendre notre argumentation, a signé avec nous un protocole d'accord que nous estimons correct et qui reprend parfois, mot pour mot, les termes de l'accord national qui aurait pu être signé avec les communistes, si ceux-ci n'étaient pas revenus en arrière, et que l'autre n'a pas voulu venir sur cette ligne. Si dans telle autre ville nous sommes alliés avec le P.S. et non avec le P.C., c'est que la situation était inverse, non à partir d'un marchandage électoral, mais à partir du critère essentiel que nous avons exigé : celui des bases politiques. Dans les cas les plus nombreux nous n'avons obtenu de réponse satisfaisante ni du P.C. ni du P.S. Quand nos forces locales nous le permettaient, nous avons donc envisagé d'aller à la bataille avec des alliés locaux, politiques ou non, syndicalistes, animateurs populaires, parfois des G.A.M. quand leur option socialiste, et leurs personnalités, étaient sans ambiguïté. Ces listes d'union populaire qui comportent quelquefois la présence de Lutte Ouvrière seront en définitive de loin le « cas figure » le plus fréquent.

Il faut comprendre qu'une telle orientation nous conduisait à nous opposer à de nombreux adversaires.

Les tenants de la social-démocratie restaient sur une base purement électoraliste, les dosages de sièges ayant beaucoup plus d'importance que les bases politiques. Les tenants de l'unitarisme sentimental, les compagnons de route du P.C. avaient aussi tendance à attacher

une trop faible importance aux termes de l'éventuel accord, arguant de la nécessité impérative de l'union à tout prix. Certes, nos commissions de contrôle ont largement tenu compte du danger de la droite pour accorder quelques alliances « à gauche », mais elles ne l'ont fait que lorsque, en même temps, nous avions obtenu sur les textes un minimum de garanties politiques. Le fait que nous ayons eu encore en notre sein quelques sociaux-démocrates et quelques crypto-communistes explique les quelques rares « bavures » — trois maires perdus et une douzaine de conseillers municipaux. Mais il fallait aussi se battre contre le technocratisme qui attachait plus d'importance aux bons dossiers locaux qu'à la signification politique générale de la bataille municipale, contre un autre électoralisme quelque peu « gauchiste » qui se conjuguant en d'autres endroits avec une « timidité » politique, poussait certaines de nos sections et de nos fédérations vers un malthusianisme qui explique certaines de nos absences regrettables.

En définitive, ces affrontements parfois difficiles, nous ont apporté une importante clarification politique et manifestent, sur ce terrain dangereux, la cohérence de nos militants. Nous présentons moins de candidats, nous ne courons pas après les sièges, mais il nous semble que nous compensons largement en qualité, c'est-à-dire en signification politique, ce que nous acceptons de ne pas gagner en quantité, c'est-à-dire en compromissions.